



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/23046
19 septembre 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 19 SEPTEMBRE 1991, ADRESSEE AU PRESIDENT
DU CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE
LA REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE COREE AUPRES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration du Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée, datée du 18 septembre 1991.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de la déclaration jointe en annexe du Ministère des affaires étrangères comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) PAK Gil Yon

ANNEXE

Déclaration datée du 18 septembre 1991, émanant du Ministère des
affaires étrangères de la République populaire démocratique de
Corée

A sa quarante-sixième session, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé à l'unanimité d'admettre la République populaire démocratique de Corée à l'Organisation, et ce avec l'appui et l'approbation des pays participants.

C'est là un indice clair de la volonté sincère des Etats Membres de l'Organisation de respecter la souveraineté et la dignité de la République populaire démocratique de Corée et de coopérer étroitement avec elle en vue de défendre la cause commune de l'humanité. Il en ressort que les idéaux qui empreignent la politique étrangère d'indépendance, de paix et d'amitié systématiquement poursuivie par la République populaire démocratique de Corée sont bien d'actualité et revêtent une importance universelle dans le développement des relations internationales.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée et le peuple coréen sont profondément reconnaissants à tous les Etats Membres de l'Organisation de leur appui et de la chaleur avec laquelle ils ont accueilli notre pays en leur sein.

Aujourd'hui, les peuples du monde aspirent plus que jamais à construire un monde nouveau, libre et pacifique; les appels en faveur d'un renforcement des fonctions et du rôle de l'ONU se font de plus en plus pressants.

L'Organisation est investie d'une mission : donner une impulsion puissante aux enjeux de l'histoire et les matérialiser.

Si l'on veut construire un monde nouveau, à la mesure des aspirations de l'humanité, l'ordre international inégal d'aujourd'hui doit céder la place dans tous les domaines de la politique, de l'économie et de la culture à un nouvel ordre équitable; il faut aussi démocratiser la société internationale et la politique mondiale de sorte que tous les pays et toutes les nations puissent jouir en toute indépendance des mêmes droits, étant membres égaux de la communauté internationale.

En entrant à l'Organisation, la République populaire démocratique de Corée se voit offrir la possibilité de développer avec plus de pays des relations d'amitié et de coopération fondées sur les principes d'indépendance, d'égalité et d'aide mutuelle et de lutter avec plus de dynamisme pour la paix et la sécurité mondiales.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée continuera de respecter la Charte des Nations Unies, de prendre une part active aux activités de l'Organisation conformément à la Charte et de remplir ainsi le rôle et les devoirs qui lui incombent en tant qu'Etat Membre de l'ONU.

La décision ayant été prise d'admettre la République populaire démocratique de Corée à l'Organisation, notre gouvernement formule l'espoir que les réminiscences des relations qui existaient entre notre pays et l'ONU jusqu'à notre admission seront dûment éliminées et que l'Organisation contribuera comme il se doit à un règlement équitable de la question de la réunification de la Corée.

La République populaire démocratique de Corée est entrée à l'ONU, sans que notre politique fondamentale visant à réunifier le pays et la nation en une seule Corée s'en trouve modifiée.

De fait, la République populaire démocratique de Corée a souhaité dès sa création rejoindre les rangs de l'Organisation.

Nous ne pouvions envisager la question de l'admission à l'ONU que dans le contexte de la promotion de la réunification et étant entendu que le pays et la nation étaient temporairement divisés; nous avons donc défendu le point de vue que le nord et le sud de la Corée devaient devenir Membre de l'Organisation en tant qu'Etat unique, après avoir été réunifiés dans le cadre d'une confédération, ou que les deux parties ne devaient demander qu'un seul siège si elles tenaient à entrer à l'Organisation avant la réunification.

Récemment, alors qu'il devenait évident que certains tentaient de perpétuer et de légitimer la division du pays et de la nation en exploitant la question de l'appartenance à l'ONU, nous avons pris la décision capitale de demander notre admission à l'Organisation dans l'espoir de déjouer ces tentatives.

Nous considérons qu'il convient d'accélérer le processus de la réunification compte tenu de l'admission du nord et du sud de la Corée à l'ONU.

On ne peut tolérer aucune tentative visant à user abusivement de l'appartenance à l'ONU pour perpétuer la division du pays en "deux Corées".

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée considère qu'il n'y a pas, à l'heure actuelle, de meilleure idée ni de proposition plus raisonnable ou acceptable par tous que celle de réunifier le pays par la voie d'une confédération fondée sur une nation et un Etat, deux systèmes et deux gouvernements.

C'est là une proposition qui vise à une réunification pacifique et ne laisse prévoir ni "victoire sur le communisme" ou "conversion au communisme" ni "annexion du nord" ou "annexion du sud".

Cette proposition est en accord avec le noble objectif de l'Organisation des Nations Unies, qui est de maintenir la paix et la justice dans les relations internationales.

Le Gouvernement de la République populaire démocratique de Corée et le peuple coréen sont convaincus que leurs aspirations nationales légitimes recueilleront l'appui et la sympathie des Etats Membres de l'ONU et qu'un jour viendra où la Corée réunifiée occupera un siège à l'Organisation, même si le nord et le sud ont aujourd'hui été admis séparément.

La République populaire démocratique de Corée déclare par la voix de son gouvernement qu'elle s'efforcera activement, en tant que Membre de plein droit de l'Organisation des Nations Unies, de participer avec tous les autres Etats Membres aux initiatives visant à maintenir la paix mondiale, à promouvoir le développement de relations internationales harmonieuses et à renforcer l'amitié et la coopération entre les nations.

Pyongyang, le 18 septembre 1991

